La tactique des pays industrialisés

Partage international n° 40 – Décembre 1991

Existe-t-il une solution au problème des réfugiés ? L'éditorial de notre numéro de novembre montrait que la politique discriminatoire d'immigration et de rapatriement consiste en fait à traiter les symptômes plutôt que les causes. Mais que doit-on faire ? Quelles sont les solutions ?

Dans une certaine mesure, les politiciens ont raison : il serait préférable de pouvoir persuader les nouveaux nomades de rester où ils sont, c'est-à-dire chez eux. Pourtant, contrairement à ce qu'on suppose généralement, c'est de loin ce qu'ils préféreraient eux-mêmes. La plupart des demandeurs d'asile préféreraient, de beaucoup, rester dans leur environnement familier s'ils pouvaient seulement trouver chez eux ce qu'ils sont forcés d'aller chercher ailleurs : la nourriture, un abri, un travail ou la sécurité. La décision, née du désespoir, de quitter leur famille et leurs amis leur impose une grande contrainte psychologique. Le voyage ou la fuite constituent déjà en eux-mêmes une punition suffisante. S'ils y arrivent, ils doivent, souvent en secret, commencer par se reconstruire une nouvelle vie dans des circonstances extrêmement difficiles. Alors que le climat de leur pays d'adoption est souvent froid et, pour eux, peu familier, ceci n'est rien comparé au comportement glacial (et parfois franchement hostile) de ses habitants. Que reste-t-il pour le nouveau venu ? Les « boulots » les plus minables et les moins payés, et encore, à condition de trouver du travail. A contrecœur et au prix de durs efforts, ils doivent s'adapter à la culture et aux coutumes de la population indigène, faute de quoi ils sont condamnés à l'isolement. Ce n'est donc que le plus profond désespoir qui peut pousser quelqu'un à entreprendre une expédition aussi périlleuse dans l'inconnu.

Les pays occidentaux se plaignent amèrement du nombre croissant des réfugiés qui, en dépit de tous les obstacles dressés pour les décourager, s'obstinent à courir leur chance.

Ainsi que nous l'avons signalé le mois passé, les mesures prises pour écarter les immigrants se font de plus en plus sévères. On prétend que l'économie des pays riches ne peut plus se permettre d'accueillir des demandeurs d'asile. Il n'existe plus de marge financière pour s'occuper d'eux, ni d'argent pour aider ces réfugiés à trouver asile dans d'autres pays. Cette dernière catégorie est d'ailleurs largement majoritaire : l'Occident n'offre l'asile qu'à un réfugié ou demandeur d'asile sur dix. Les neufs autres aboutissent dans le tiers monde, des pays comme l'Iran et le Pakistan en accueillant à eux deux à peu près de la moitié.

Le Haut-Commissariat aux Réfugiés des Nations Unies n'a pas été capable de trouver les 750 millions de dollars requis cette année (un strict minimum) pour financer cet accueil. Dans le quotidien allemand *Die Zeit*, un fonctionnaire du Haut-Commissariat a récemment comparé ce montant à ce que les Américains dépensent annuellement pour nourrir leurs chats : trois fois plus d'argent est consacré à ces chats.

Dans le même article de ce journal, Sadako Ogata, nouveau Haut-Commissaire japonais à l'ONU, a mis le doigt sur le point sensible. « Si nous voulons un monde stable », a déclaré cet ancien diplomate, « une partie de ses habitants ne peut pas être riche au point d'attirer tous les autres sur ses rives. Si nous voulons prévenir une migration massive et incontrôlée, nous devons nous occuper du problème de la pauvreté dans les pays du Sud et le résoudre. »

La question est, bien sûr, de savoir comment » ? Depuis la mort du communisme en tant que système rival, l'Occident accorde encore plus d'importance à la mise en place de mesures économiques de choc, orientées vers le capitalisme. Mais depuis le début des années 1980, le nombre des pays « les moins développés » — les pays où la majorité de la population vit dans une totale et abjecte pauvreté — est passé de 30 à 50.

De même, dans les pays industrialisés, le capitalisme ne frappe pas à toutes les portes : actuellement en Grande-Bretagne, par exemple, une personne sur dix vit au niveau du seuil de la pauvreté ou en dessous. Les années 1980 ont vu doubler le nombre des familles vivant avec la moitié du revenu national moyen.

En d'autres termes, croire que, magiquement, le mécanisme des forces du marché apportera une

réponse parfaite ou du moins adéquate à tous les besoins est une fiction. Le blâme en revient au principe fondamental de l'économie de marché : la compétition. Une compétition qui, en théorie, offre à chacun des chances égales, présuppose en réalité que tous soient égaux au départ. En pratique, ce n'est pas le cas. Les règles agissent trop manifestement en faveur de ceux qui déterminent ces règles, ceux qui, en fait, se partagent entre eux le pouvoir économique et politique.

Comment des pays africains pourront-ils jamais progresser alors que le sacro-saint marché libre ferme ses portes chaque fois qu'ils osent se mouvoir dans un secteur dont l'Europe et les Etats-Unis se réservent la primeur ? Prenons le Sénégal par exemple : cet état d'Afrique occidentale est autorisé à exporter du thon non traité vers la Communauté Européenne, mais la CEE impose une taxe très élevée si le Sénégal souhaite exporter du thon déjà vidé. Cette taxe est triplée pour peu que le Sénégal souhaite mettre lui-même le thon en conserve. C'est par de telles mesures d'obstruction que l'Occident empêche les pays d'Afrique ou d'Asie d'avoir d'autres activités que l'exportation de produits bruts ou non traités — et cela bien évidemment à bas prix, susceptibles d'être acceptés par l'Occident. Cette tactique des pays industrialisés, appliquée ici au thon, mais qui s'applique également à tous les secteurs du commerce et de l'industrie, condamne les pays en voie de développement à la pauvreté permanente. D'où, par conséquent, l'afflux de réfugiés en Occident.

L'ancien bloc de l'Est est, lui aussi, en train de faire l'expérience des conséquences de la compétition. Les nations occidentales encouragent toutes les réformes économiques, et exigent même l'application de cette tactique « du thon » qu'elles ont elles-mêmes pratiquée. Afin de montrer sa bonne volonté, la CEE a décidé d'accorder des garanties de crédit (et non des cadeaux ou des prêts) à l'Union Soviétique en vue de l'achat de produits agricoles en provenance de ses anciens pays satellites. Il semblerait à première vue qu'aussi bien les consommateurs d'Union Soviétique que les agriculteurs des pays d'Europe de l'Est soient favorisés par une telle attitude. Malheureusement, le véritable motif de la CEE est moins altruiste. Son geste est simplement destiné à protéger ses propres fermiers d'une compétition très prônée mais non désirée. Le revers de la médaille se fait évidemment sentir. Les mesures adoptées freinent la création d'un secteur agricole sain à travers l'Europe de l'Est, et cela de deux façons : d'une part, les fermiers soviétiques sont découragés de produire pour eux-mêmes, et d'autre part, la Pologne, la Hongrie, etc., sont empêchées de tirer profit du riche marché de la CEE qui se trouve à leur porte. Il en résulte un développement économique plus lent dans cette région. Et, encore une fois, plus de réfugiés qui affluent vers l'Europe occidentale.

De ce fait, le nombre d'apatrides continuera à croître dans le monde tant que l'intérêt et le désir de profit et de croissance économique continueront à servir d'étalon de mesure.

Maitreya en a offert un autre, contrastant fortement avec le premier, et qui peut apporter une solution à tous nos problèmes :

> « Prenez les besoins de vos frères comme mesure de vos actes et résolvez les problèmes du monde. » (Message de Maitreya n° 52)

Thématiques : Société, politique, Économie
Rubrique : Editorial